



Perspectives économiques en Afrique 2006 Un continent à deux vitesses ?

par Céline Kauffmann, Nicolas Pinaud et Lucia Wegner

Repères n°22 découle des Perspectives économiques en Afrique 2005/2006, une co-édition de la Banque africaine de développement et le Centre de développement de l'OCDE
www.oecd.org/dev/publications/perspectivesafricaines

Avec en 2005, et pour la troisième année consécutive, des performances satisfaisantes, l'embellie des économies africaines semble devoir se prolonger. Non seulement le continent a affiché une croissance encourageante de 5 pour cent, mais cette dernière a permis de faire progresser, en moyenne certes, le revenu des Africains de 3 pour cent. Dans le même temps, l'inflation s'est stabilisée en dessous des 10 pour cent. Fait également encourageant, deux tiers des 30 pays suivis par les *Perspectives économiques en Afrique* ont enregistré une nette progression de l'investissement, de loin la meilleure performance en sept ans. Si les bonnes conditions climatiques de 2005 devaient se maintenir et si la conjoncture internationale demeure porteuse pour les matières premières, cette embellie pourrait se prolonger en 2006 et 2007. Il n'en reste pas moins qu'au jeu des gagnants et des perdants potentiels, les risques que des cours mondiaux durablement élevés feront courir aux importateurs africains de pétrole ne doivent pas être sous-estimés.

A première vue, les grands bénéficiaires de l'embellie ont surtout été les pays pétroliers. Non seulement, les exportateurs africains de pétrole dans leur ensemble ont bénéficié de prix très élevés, mais certains d'entre eux, nouveaux producteurs arrivés récemment sur le marché (Tchad, Guinée Équatoriale, Mauritanie) ou exportateurs traditionnels mettant en exploitation de nouveaux gisements (comme l'Angola qui a plus que doublé sa production entre 1990 et 2005 à 1.2 millions de barils par jour) sont parvenus à hisser leur production et à saisir ainsi les opportunités présentées par une demande mondiale en hausse. Plus qu'une simple bouffée d'oxygène, à en juger par les soldes budgétaires et commerciaux excédentaires enregistrés depuis 2000 par ces pays, la conjonction de prix élevés et d'une hausse des volumes exportés pourrait constituer une véritable aubaine, et peut être même une « chance historique », pour mettre les pays concernés sur la voie d'un développement durable.

La croissance de 2005 n'a pas pour autant laissé sur le bord de la route les pays importateurs de pétrole. A commencer par les exportateurs de métaux qui ont également tiré leur épingle du jeu en bénéficiant de prix mondiaux en hausse et dans une moindre mesure d'une progression des volumes exportés. Tel fut le cas du Mozambique, de l'Afrique du Sud ou encore de la Zambie qui ont amorti voire compensé le coût du renchérissement des importations de produits pétroliers en exportant leurs métaux – or, aluminium, fer, cuivre, platine – à des conditions plus favorables.

	1997-2003	2004	2005(e)	2006(p)	2007(p)
Taux de croissance					
Afrique	3.7	5.3	4.9	5.8	5.5
Pays exportateurs de pétrole	4.7	6.0	5.5	6.9	6.3
Pays non exportateurs de pétrole	2.9	4.7	4.4	4.9	4.8
Inflation					
Afrique	10.2	7.5	7.9	7.3	6.6
Pays exportateurs de pétrole	7.8	8.1	8.8	6.7	6.0
Pays non exportateurs de pétrole	12.6	6.9	7.1	7.9	7.1
Solde budgétaire					
Afrique	-2.2	-0.5	2.1	2.3	1.8
Pays exportateurs de pétrole	-1.2	1.9	6.4	7.0	5.9
Pays non exportateurs de pétrole	-3.1	-2.6	-2.4	-2.7	-2.7
Solde commercial					
Afrique	1.2	4.3	6.8	7.2	6.3
Pays exportateurs de pétrole	4.4	14.2	19.8	20.1	18.1
Pays non exportateurs de pétrole	-1.8	-4.2	-5.6	-5.7	-5.8

Note : Ces agrégats ne prennent en compte ni le Liberia ni la Somalie, faute de données suffisantes.
 Source : *Perspectives Économiques en Afrique*, 2005/2006.

Les exportateurs africains de produits agricoles ont été, par contre, moins à la fête. Ils ont notamment vu les prix de leurs produits d'exportation s'effriter au cours des dernières années. Mais l'année 2005 ne fut pas, loin s'en faut, uniformément négative pour eux. Les exportateurs de caoutchouc, de café et de produits de la pêche ont en effet bénéficié d'une conjoncture favorable, leur permettant de contenir leurs pertes commerciales. Par ailleurs, et malgré des cours internationaux déprimés (pour le coton par exemple), certains producteurs ont mis à profit de bonnes conditions climatiques pour accroître, parfois de manière spectaculaire, leurs récoltes. Dans ce contexte, certains d'entre eux en Afrique de l'Est (Ouganda, Éthiopie et Tanzanie) et en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali et Sénégal) ont au final enregistré des taux de croissance élevés.

Comment éviter « la malédiction » du pétrole et profiter de ses bienfaits ?

Pourra-t-on un jour éviter la *malédiction pétrolière* qui frappe les pays producteurs et les plonge dans un piège de pauvreté et d'endettement ? Bien utilisés, les revenus provenant de l'exploitation des ressources naturelles pourraient pourtant contribuer de façon décisive à la réalisation des OMDs. Dans sa dernière édition, les *Perspectives économiques en Afrique* identifient les efforts des pays pétroliers pour allouer une partie substantielle de leur revenu aux investissements en infrastructures et au développement du capital humain.

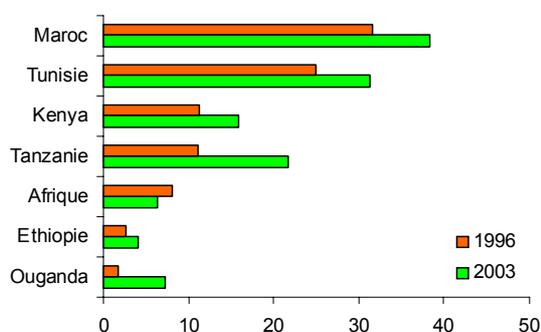
En Algérie, la formulation du budget se base sur une estimation très prudente des prix du pétrole, toute plus-value issue d'un niveau de recettes de fiscalité pétrolière supérieur aux prévisions de la loi de finance alimentant le Fonds de régulation des recettes. Pour la période 2005-09, 10 milliards de dollars (16 pour cent du budget total) devraient ainsi être alloués aux infrastructures de transport. Similairement, le Nigéria s'est doté d'un compte spécial destiné à recevoir les fonds dégagés par l'augmentation conjoncturelle des recettes pétrolières en vue de lisser les dépenses publiques et de financer le développement des infrastructures. En 2004, le pays a ainsi mis de côté près de 6 milliards de dollars. Les efforts pour la bonne gestion des revenus du pétrole se sont également intensifiés en République du Congo et au Cameroun, pays qui ont récemment rejoint l'Initiative pour la transparence dans l'Industrie Extractive soutenue par les bailleurs de fonds, acceptant ainsi d'assurer la publication trimestrielle et la mise à jour régulière des données de production de brut, de prix de vente et de revenu.

Ces politiques sont irrémédiablement soumises à de fortes pressions politiques, comme en témoigne le récent bras de fer entre le Tchad et la Banque mondiale sur l'utilisation des revenus du pétrole. Les bailleurs de fonds ont un rôle déterminant à jouer pour promouvoir d'avantage de prudence dans l'utilisation des ressources naturelles en mettant notamment l'accent sur la responsabilisation des institutions locales (à travers des audits effectives, des examens parlementaires et l'indépendance des médias) et en appuyant la formulation et la mise en place de lois sur l'orientation des revenus.

Pays	Croissance moyenne 2003-2005
Zimbabwe, Seychelles, Centrafrique, Côte d'Ivoire	Croissance très faible : négative ou nulle
Érythrée, Gabon, Swaziland, Comores, Guinée, Lesotho, Guinée Bissau, Niger, Burundi, Rwanda, Djibouti, Togo, Malawi, Cameroun, São Tomé, Bénin, Maurice, Maroc, Kenya, Égypte, Congo, Afrique du Sud, Namibie	Croissance plus faible que la moyenne africaine De 1.9% à 4.3%
Afrique	5%
Zambie, Mali, Éthiopie, Tunisie, Cap Vert, Ouganda, Gambie, Ghana, Botswana, Sénégal, Algérie, Libye, Burkina Faso, Soudan, RDC, Mauritanie, Madagascar	Fortement croissante mais insuffisante pour atteindre OMD (<7%)
Tanzanie, Nigeria, Mozambique, Sierra Leone, Angola, Tchad, Guinée Équatoriale	Très forte croissance

Source : *Perspectives Économiques en Afrique*, 2005/2006.

Indices de diversification



Source : *Perspectives Économiques en Afrique*, 2005/2006.

La résilience des pays importateurs au choc de la hausse des prix du pétrole – reflétée par la maîtrise de l'inflation et l'amélioration globale des finances publiques – traduit dans certains pays une consolidation des fondamentaux macroéconomiques. Les pays d'Afrique australe ont ainsi financé la hausse du prix des importations de pétrole en puisant dans les réserves de change accumulées au cours des dernières années. Par ailleurs, cette capacité d'adaptation

a sans doute dans certains cas été le fruit d'évolutions structurelles encourageantes : l'Éthiopie, le Kenya, le Maroc, l'Ouganda, et la Tanzanie ont ainsi amorcé ces dernières années une salutaire diversification de leurs exportations.

Si une perception dichotomique du continent africain, fondée sur un clivage *géologique*, ne décrit que très imparfaitement la réalité des performances africaines, la hausse des prix du pétrole est loin d'avoir été indolore pour les importateurs nets d'hydrocarbures. Les *Perspectives économiques en Afrique* estiment leur déficit commercial moyen à plus de 5.6 pour cent du PIB. La persistance d'un prix élevé du pétrole – qui s'avère de plus en plus une hypothèse plausible – constitue à moyen terme un risque important pour les importateurs africains d'hydrocarbures. Elle remet sérieusement en cause leurs efforts de stabilisation macroéconomique en posant la question clé du financement des déficits commerciaux et de leur soutenabilité. Elle rend aussi plus difficile encore les politiques de réduction de la pauvreté en réduisant les marges de manœuvre financières des États et en risquant d'accentuer le dénuement des populations. Dans ce contexte, les autorités devront accorder une attention renouvelée à la rationalisation de la dépense publique et au ciblage des populations.